(N° 90.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1848.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de loi qui supprime le fractionnement des collèges électoraux.

(Voir les Nos 120, son annexe et 130 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le Projet de loi qui vous est soumis et que vous avez renvoyé à la Commission, dont j'ai l'honneur de vous présenter le rapport, est encore une fois un retour aux dispositions de la loi communale du 30 mars 1836. Celle-ci décrète l'élection directe des conseillers de la commune, par tous les électeurs, en un seul et même collège électoral, prescrivant toutefois les mesures qui doivent être observées lorsque des scrutins séparés, mais concourant cependant ensemble à la même élection, seront ouverts pour différentes sections de commune.

La loi du 50 juin 1842 changea cet état des choses, en ordonnant le fractionnement des collèges électoraux dans les communes de 12,000 habitants et au-dessus, de telle manière que ces communes devaient avoir au moins 5, et au plus 8 sections électorales différentes, élisant chacune un certain nombre de conseillers proportionné à la population de chacune d'elles.

Cette modification à la loi de 1836, qui donnait lieu à plus d'une complication administrative, a eu aussi, il faut en convenir, dans bien des localités, pour résultat, de faire naître la désunion et même une espèce de rivalité entre les habitants des divers quartiers électoraux. Aussi le retour aux principes de la loi de 1836 était-il généralement désiré partout.

Partageant l'opinion générale sur ce point, votre Commission, par mon organe, a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité de ses membres présents, l'adoption du Projet de loi.

VAN MUYSSSEN.

Le Chevalier WYNS.

Le Chevalier BETHUNE, Rapporteur.